

Annexe 7 : Présentation des mesures compensatoires en phase travaux.

Mise en place de collecteur

Il est précisé que la Métropole est rigoureusement attentive au respect des DTU et fascicules techniques des travaux pour les chantiers d'assainissement et d'eaux pluviales. Le suivi de ce respect lors des chantiers permet d'assurer un évitement des nuisances et risques liés aux chantiers.

De façon générale, afin d'assurer la protection des eaux superficielles et souterraines, les précautions suivantes seront prises lors de l'installation du chantier et de la réalisation des travaux sachant que les prescriptions ci-dessous seront traduites dans les marchés de travaux :

Le respect de la réglementation relative au déversement des huiles et lubrifiants dans les eaux superficielles, souterraines (cf. code de l'environnement) ;

- Le remplissage en carburant des engins et leur graissage se feront dans des zones spécifiquement aménagées ;
- Le stockage des carburants et des produits polluants devra se faire hors des milieux et dans des doubles cuves ;
- Les aires de stationnement et de maintenance devront être installées sur des zones imperméabilisées isolées des écoulements extérieurs ;
- Le ravitaillement en carburant des engins se fera à partir de pompes à arrêt automatique et les vidanges se feront par un système d'aspiration évitant toute perte de produit ;
- Un bassin de rétention et de décantation étanche sera créé pour récupérer les eaux de chantier. Les eaux souillées seront récupérées et traitées ;
- Les lavages de toupie béton seront réalisés en centrale ;
- Des kits antipollution seront présents systématiquement sur le chantier (contenant des produits absorbants sous forme de feuilles, tapis et/ou de boudins qui sont capables de limiter la propagation de liquides polluants).

Signalisation de chantier

Les risques d'accidents sur les itinéraires empruntés ainsi qu'aux abords des zones de travaux devront être réduits. Les perturbations dues aux modifications des chaussées, tels que les « va-et-vient » des engins de chantier, sont d'importants vecteurs d'accident.

Le plan de circulation et le balisage des chantiers seront établis avec le Maître d'oeuvre et le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé en concertation avec les entreprises et la cellule de coordination. Le déroulement des chantiers sera compatible avec le maintien d'une circulation normale.

Une signalisation routière conforme à la réglementation sera mise en place pour prévenir l'ensemble des usagers de la présence des chantiers.

Nuisances liées aux chantiers

- Les circulations

Les principales mesures à mettre en œuvre seront la gestion de la circulation sur les secteurs de travaux et aux alentours, sur tous les sites de travaux et particulièrement ceux concernant les travaux de pose de canalisation, par la mise en place de plans de circulation adaptés.

.

Ces principes seront définis dans les CCTP des marchés de travaux qui imposeront les contraintes minimales. Les titulaires des marchés proposeront par la suite une déclinaison plus précise pour leur mise en œuvre. Ces mesures seront prises en accord avec les communes.

- Les transports en communs

Afin de réduire les nuisances sur les réseaux de transport en commun, des itinéraires de déviation seront le cas échéant prévus en amont de la réalisation des travaux et les usagers seront informés préalablement à tout changement.

- Le bruit

Afin de garantir un niveau sonore admissible, les entreprises retenues devront respecter les limitations prévues par l'arrêté du 13 avril 1972, modifié par l'arrêté du 10 octobre 1996, relatif au bruit des véhicules automobiles.

Les niveaux de bruit admissibles des engins de chantier seront respectés conformément à l'arrêté du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments, reportés sur le tableau suivant.

Par ailleurs, les chantiers font l'objet de prescriptions figurant dans le code de la santé publique (article R 1334-36 et R 1336-7), qui sanctionnent : le non-respect des conditions d'utilisation des matériels, l'absence de précautions appropriées pour limiter le bruit, les comportements anormalement bruyants.

Dans tous les cas, les mesures suivantes seront prises, afin de réduire les impacts du bruit engendré par les activités de chantier sur l'environnement :

- ✓ Travail de nuit et jours fériés limité, sauf situation exceptionnelle, notamment pour limiter les contraintes du chantier pendant la journée,
- ✓ Implantation du matériel fixe bruyant à l'extérieur des zones sensibles,
- ✓ Les marchés des travaux imposeront des limitations de seuils « raisonnables » pouvant être pris en compte concernant l'utilisation d'engins plus favorables aux réductions des nuisances acoustiques.

- Vibrations

Les sites sensibles (établissement public) seront identifiés et des mesures spécifiques seront mises en place afin de limiter les nuisances (horaires de travail, informations...). Un objectif de limitation de l'effort de compactage sera recherché en imposant des limites d'intensité de compactage dans les marchés de travaux pouvant raisonnablement être pris en compte en optimisant le couple intensité/ rendements.

- Pollution de l'air

Lors du transport de matériaux fins et pulvérulents au travers de zones urbanisées, les bennes devront être bâchées. Sera également mis en place un compactage rapide des terres et l'arrosage des pistes dans les secteurs de terrassement, des principaux dépôts de matériaux générateurs de poussières et des surfaces nivelées par temps sec.

Les chaussées souillées seront nettoyées par des balayeuses afin d'éviter l'accumulation de poussières. En sortie de chantier, les camions passeront systématiquement par une station de lavage mobile (pour les roues). Ces mesures ont pour effet de limiter l'envol de poussières depuis la zone de travaux.

Ces prestations figureront dans les cahiers des charges environnementales de chantier (CCEC) des marchés de travaux et feront l'objet d'un suivi par l'entreprise au travers du suivi de son PAE et par le MOE.

Les entreprises seront incitées à diminuer le nombre d'engins. Cette optimisation sera appréciée à travers le mémoire développement durable et le bilan carbone de leur offre. Les vitesses aux abords et sur le chantier seront limitées à 30 km/heure. Les sources d'odeurs désagréables pourront être réduites par le respect des prescriptions de chantier relatives à la gestion des déchets (inscrit dans les CCEC).

- Gestion des déchets

La mauvaise gestion et élimination des déchets de chantier présente des risques de pollution des sols, des eaux et du paysage associé.

L'article 2 de la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets dispose que « toute personne qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination ».

Les articles R.211-60 et suivants du code de l'environnement, relatifs au déversement des huiles et lubrifiants dans les eaux superficielles et souterraines devra être appliqué. Les entreprises auront obligation de récupération, stockage et élimination des huiles de vidange des engins.

Les déchets de chantier sont constitués de déchets verts, de déchets inertes (béton, briques), de déchets banals (plastique, métaux, verre) et de déchets spéciaux (solvants peinture, huiles...). Leur gestion passe par les phases suivantes : collecte et tri, valorisation et stockage.

Ainsi, les entreprises réalisant les travaux respecteront les mesures environnementales suivantes :

- ✓ Nettoyage des véhicules,
- ✓ Nettoyage des voiries empruntées,
- ✓ Nettoyage du chantier après la fin des travaux,
- ✓ Mise en place d'un dispositif de tri des déchets sur le chantier afin de valoriser les matériaux.
- ✓ Limitation au maximum du dépôt des matériaux qui ne font pas l'objet d'un usage immédiat.

Le recours à la valorisation devra être systématiquement recherché.

Les déchets spécifiques seront évacués dans les filières de traitement adaptées.